



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale de Rouen-Dieppe
Équipe Territoriale

Arrêté du 21 NOV. 2024 mettant en demeure la société DUMONA à ANNEVILLE-AMBOURVILLE de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6, L.171-7-I, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société DUMONA ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-050 du 20 septembre 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 26 novembre 2021 transmis à l'exploitant le 10 décembre 2021 ;
- Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 4 novembre 2024 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté et du rapport de l'inspecteur de l'environnement faite à l'exploitant par courriel du 4 novembre 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que la société DUMONA est autorisée à exercer une activité de fabrication d'engrais, amendement et supports de culture à partir de matières premières (rubrique n°2170-1 de la nomenclature des installations classées) ;

que la société DUMONA a l'obligation de porter à la connaissance du préfet toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation ;

que lors de la visite du 26 novembre 2021, l'inspecteur de l'environnement a constaté une nouvelle activité de transit, regroupement et tri de déchets non dangereux et non inertes relevant de la rubrique n°2716, activité toujours en cours à la date du 25 septembre 2024 ;

que la société DUMONA n'a pas régularisé sa situation administrative pour cette nouvelle activité en déposant un porter à connaissance depuis la visite d'inspection du 26 novembre 2021 ;

que la société DUMONA a l'obligation de s'assurer que son poteau incendie délivre un débit minimum de 1 000 l/m (60 m³/h) sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures pour l'extinction d'incendie ;

que le rapport de contrôle en date du 22 janvier 2024, transmis à l'inspection par courriel du 26 septembre 2024, conclut à un manque de pression et de débit du poteau incendie mesuré à 34 m³/h et ne délivrant ainsi pas le débit minimum nécessaire de 1 000 l/m (60 m³/h) sous une pression dynamique de 1 bar, pendant une durée de deux heures pour l'extinction d'incendie ;

que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.6.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013 susvisé ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DUMONA de respecter les prescriptions et dispositions des articles 1.6.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société DUMONA (n°AIOT : 0005805069), dont le siège social est situé 23 rue du Creuzat – ZAC de Saint Hubert – BP44 – 38081 L'ISLE-D'ABEAU Cedex, est mise en demeure de respecter, dans les délais impartis, les prescriptions de l'article 1.6.1 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 14 mars 2013, réglementant l'installation de fabrication de supports de culture sise 105 rue de la Grande Voie – CD 64 – 76480 ANNEVILLE-AMBOURVILLE.

Cette prescription sera réputée respectée si l'exploitant :

- dépose, sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, un porter à connaissance avec les éléments d'appréciation sur les conditions d'exploitation de cette nouvelle activité (l'implantation sur le site, la zone de stockage et le volume de déchets maximum susceptible d'être présent sur le site, nature des déchets, période de traitement, filière de reprise des sacs plastiques...), afin de confirmer le caractère non substantiel de la modification (nouvelle activité sous le régime de la déclaration) ;
- réalise, sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les actions correctives permettant d'assurer un débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar pendant deux heures sur un hydrant (poteau incendie ou autre).

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions l'article L.171-7-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune d'ANNEVILLE-AMBOURVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société DUMONA.

Fait à ROUEN, le

21 NOV 2024

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS